

2020
ANALYSE N°3

ÉCHANGE DE SAVOIRS ENTRE MONDE ACADÉMIQUE ET COMMUNAUTÉS MARGINALISÉES

Une expérience au Sud inspirante pour le Nord

Stéphane Leyens

Directeur de la FUCID



À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

FUCID ASBL

Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
Tél : +32 (0)81 72 50 88
Fax : +32 (0)81 72 50 90
fucid@unamur.be · www.fucid.be



Avec le soutien de la
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

ÉCHANGE DE SAVOIRS ENTRE MONDE ACADÉMIQUE ET COMMUNAUTÉS MARGINALISÉES

Une expérience au Sud inspirante pour le Nord

Stéphane Leyens

Directeur de la FUCID

ÉCHANGE DE SAVOIRS ET MISSION D'UNE ONG UNIVERSITAIRE

L'échange de savoirs est une des thématiques privilégiées par la FUCID (Forum Universitaire pour la Coopération Internationale au Développement), l'ONG de l'Université de Namur. L'accent mis sur cette thématique est directement lié à la raison d'être de l'ONG.

En tant qu'ONG universitaire, la FUCID est en effet « un instrument au service de la cause du développement et de la solidarité au sein de l'université », visant à « former des acteurs responsables de la société, engagés dans la promotion d'un monde plus juste et solidaire où se déploient les valeurs de liberté, démocratie, responsabilité citoyenne, tolérance et paix. [...] À contre-courant d'une idéologie considérant les intellectuels comme des experts "à écouter et suivre", la FUCID entend jouer véritablement son rôle symbolique de forum, lieu de débat, d'échange, de confrontation et de solidarité ». Elle est un « *lieu de croisement des savoirs* »¹.

Une des missions de la FUCID est ainsi de favoriser la rencontre entre les citoyen-ne-s que sont les étudiant-e-s, enseignant-e-s et chercheur-euse-s de l'université et les communautés invisibilisées de la société dans laquelle est ancrée l'Université de Namur, une telle rencontre étant l'occasion d'une confrontation constructive entre des citoyen-ne-s porteur-euse-s de savoirs différenciés. Car s'il est largement acquis que la connaissance scientifique peut contribuer à l'élaboration d'un monde meilleur – pensons, pour l'exemple, à la gestion d'une crise sanitaire – l'intérêt sociétal des savoirs « populaires », ou savoir non-savant², est souvent considéré comme moins évident pour des citoyen-ne-s pétri-e-s de culture scientifique. Or la valeur que constitue la pluralité des savoirs ne peut être ignorée. La FUCID entend ainsi jouer un rôle important dans l'ouverture de la communauté universitaire à la diversité des savoirs et dans la rencontre et l'échange de modes de connaissance différenciés. C'est précisément en ce sens que la FUCID s'est engagée dans des activités d'Éducation Permanente qui visent à tisser des liens entre le public-cible de l'ONG (des citoyen-ne-s affilié-e-s à une institution académique, en tant que membres du personnel ou étudiant-e-s) et le monde associatif namurois et ses publics-cible.

1. « Vision et Mission de l'association sans but lucratif "Forum Universitaire pour la Coopération Internationale au développement" », Décembre 2014. Voir : <https://www.fucid.be/vision-et-mission-de-la-fucid/>, consulté le 25 mars 2020.

2. Un savoir non-savant est une connaissance qui n'a pas été mise à l'épreuve de la méthode scientifique (par exemple, à travers l'expérimentation, la vérification ou des tests de falsification) et qui est issue d'une tradition culturelle et transmise par voie d'imitation ou d'habitude.

Se nourrir d'expériences d'échange de savoirs entre monde universitaire et communautés marginalisées est essentiel pour mener au mieux cette mission de la FUCID. La présente analyse rend compte d'une expérience de ce type qui s'articule à un projet de recherche-action.

UN PROJET DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT AUX PHILIPPINES

Depuis 2016, je dirige un Projet de Recherche pour le Développement (PRD) financé par la Commission de la Coopération au Développement (CCD) de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES) de la Fédération Wallonie-Bruxelles³. L'objectif de cette recherche pour le développement est de comprendre différents enjeux du choix de la culture du maïs à haut rendement (type OGM) fait par des petits agriculteur-trice-s de communautés autochtones « IP » (*Indigenous People*) des Philippines : quelles sont leurs motivations pour passer d'une agriculture vivrière à une agriculture commerciale ? Quelles en sont les conséquences pour les familles et la communauté ? Comment se prennent les décisions ? La finalité du projet PRD est de restituer les résultats de la recherche aux différent-e-s acteur-trice-s de la production du maïs, afin de contribuer à une prise de décision plus « éclairée » quant au mode de production agricole.

Au sein de cette recherche-action, la question de la pluralité et de l'échange des savoirs est centrale puisque les différent-e-s acteur-trice-s concerné-e-s par ce projet (chercheur-euse-s, autorités locales et nationales, négociants, agents de prêts financiers, producteur-trice-s locaux) ne partagent pas nécessairement le même savoir, les mêmes conceptions de la société, de la nature ou de l'échange de biens (l'économie), et n'ont pas la même possibilité de se faire entendre. Ainsi un volet de la recherche s'intéresse aux inégalités de « témoignage » – à savoir : certains peuvent exprimer leur point de vue et le faire entendre, d'autres pas –, inégalités qui peuvent donner lieu à des biais dans les prises de décision et générer des injustices sociales (on parle d'« injustice testimoniale »). Un autre volet étudie les différences de ressources conceptuelles ou linguistiques entre les un-e-s et les autres, différences qui peuvent conduire à l'incompréhension, voire au déni du vécu de certain-e-s acteur-trice-s par d'autres : par exemple, le savoir « scientifique » peut être incompatible avec l'approche mystique, spirituelle ou animiste de la nature qu'ont des communautés autochtones, incitant les chercheur-euse-s à ignorer certaines dimensions de la vie communautaire locale (on parle ici d'« injustice herméneutique »).

Directement articulées à ces recherches, le projet développe également une activité de formation à destination d'étudiant-e-s universitaires philippin-e-s : c'est plus précisément l'expérience de cette activité dont il est question ici.

3. L'intitulé de la recherche est "Social Justice Implications of Land Use Change in the Philippines Uplands: Analysis of Socio-Economics Drivers and Impacts on the Land and its People" – LUCID (coordinateur Nord: S. Leyens, Département SPS, UNamur ; coordinateur Sud : A. Ignacio, ESSC, Ateneo de Manila University). Voir : <https://lucid.es.sc.org.ph/>

SEJOURS D'ÉTUDIANT·E·S DANS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES (IP) DE MINDANAO...

Cette activité de formation donne la possibilité à des étudiant·e·s de l'*Ateneo Graduate School of Business* de l'Ateneo de Manila University de s'immerger quelques jours dans la réalité d'une des communautés qu'étudie la recherche scientifique présentée ci-dessus⁴. Ces étudiant·e·s suivent un programme de maîtrise de spécialisation à horaire décalé qui s'adresse à des professionnels : tous travaillent soit dans le secteur privé (industriel, marketing, finance) soit dans l'administration publique. Cette « immersion » est optionnelle mais créditée dans leur cursus.

La communauté autochtone où ils se rendent (à Bendum, dans les montagnes de la province de Bukidnon, île de Mindanao) a longtemps vécu des ressources de la forêt primaire. Au courant de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, l'exploitation forestière intensive a détruit une bonne partie de la forêt, les obligeant à se tourner vers l'agriculture du maïs, d'abord vivrière, puis commerciale (production de fourrage animal). Depuis les années 1990, l'*Environmental Sciences for Social Changes* (ESSC) de l'Ateneo de Manila University développe à Bendum des programmes visant à régénérer une forêt secondaire, à renforcer une gestion holistique et durable de l'environnement naturel et à promouvoir l'éducation des jeunes⁵. Le séjour d'immersion est organisé par l'ESSC.

L'objectif de la formation (*field learning course*) est d'introduire les étudiant·e·s, d'une part, à des problématiques écologiques et culturelles relatives à la gestion de l'environnement et, d'autre part, à la réalité économique que vivent les petit·e·s agriculteur·trice·s de Bendum. Dans un premier temps, l'équipe de l'ESSC propose des éléments de gestion environnementale contextualisés à la réalité locale, ainsi que des données sur la chaîne de production du maïs qui concernent directement les agriculteur·trice·s de la communauté locale. Ces « leçons » fournissent des outils pour la compréhension d'une situation concrète que les étudiant·e·s méconnaissaient. Munis de ces nouveaux acquis, les étudiant·e·s sont ensuite amené·e·s à rencontrer les familles de Bendum et les autorités locales (*Datu*, chef de village) et à échanger avec elles afin de mieux comprendre le vécu quotidien de la communauté.

L'EXPÉRIENCE DE NOUVEAUX SAVOIRS POUR LES ÉTUDIANT·E·S

En mission aux Philippines en février et mars de cette année, j'ai pu rencontrer six des étudiant·e·s de la *Business School* qui ont participé à cette formation de terrain à Bendum. Les entretiens que nous avons eus visaient à documenter une réflexion sur ce que j'ai appelé plus haut les « injustices herméneutiques » ; cependant, au-delà de cet aspect scientifique, ils ont

4. Voir : <https://essc.org.ph/content/archives/11185/>

5. Voir : <https://essc.org.ph/content/>

été l'occasion de mettre en évidence comment les étudiant-e-s avaient vécu cette expérience de rencontre avec d'Autres : autre langue, autre mode de vie, autre réalité quotidienne, autre conception de la vie sociale, autre rapport à la nature. De toute évidence, le fossé « culturel » qui sépare un-e Philippin-e de Bendum d'un-e Philippin-e vivant à Manille et travaillant dans le domaine de l'économie est de loin plus important que celui qui sépare un-e universitaire belge d'un-e étudiant-e de Manille.

Les étudiant-e-s rencontré-e-s ont été unanimes : leur séjour à Bendum, ce qu'ils-elles y ont appris et leur rencontre avec la population locale ont été un incroyable « *eye-opener* » (révélation, prise de conscience) d'une réalité qui avait été tout juste effleurée, à peine évoquée lors de leurs études et dans leur vie professionnelle. Ce à quoi ils-elles avaient accès jusqu'alors était de l'ordre des lois du marché, des chiffres et de la rentabilité financière. Leur échappait totalement l'expérience vécue quotidiennement par ces personnes et ces familles ignorées par les chiffres et les mesures économétriques. Le savoir des agriculteur-trice-s de Bendum est autre que celui qui est enseigné dans une faculté d'économie. Ainsi, si le principe de « chaîne de valeurs »⁶ et les rôles des différent.e.s acteur.trice-s de cette chaîne leur ont bien été enseignés à l'université, la rencontre avec la population de Bendum leur a permis de prendre conscience et de comprendre les conséquences concrètes pour la vie de ces personnes de quelques étapes de la chaîne de production du maïs, telles que : emprunts faits et taux d'intérêts exorbitants, maigres bénéfices engrangés ou encore dépendance aux négociants et aux prêteurs (*financiers*).

Tout aussi unanimement, les étudiant-e-s ont reconnu que l'échange de savoirs qui a eu lieu à Bendum – aussi bref, et aussi perfectible fut-il – avait d'une certaine manière, variable d'une personne à l'autre, modifié leur regard porté sur la société, leur perception de leur profession et domaine de compétence, et leur engagement citoyen. Comme l'a dit l'un d'eux : « *il y a un avant et un après Bendum* ».

VERS UN VÉRITABLE «ÉCHANGE» : UNE EXPÉRIENCE À STIMULER CHEZ NOUS

Cette activité de formation est assurément très inspirante pour réfléchir à la place que devraient avoir des expériences d'échange de savoirs dans l'engagement citoyen de jeunes universitaires détenteur-trice-s d'une expertise scientifique.

Il conviendrait toutefois, dans une perspective de « démarche interculturelle », c'est-à-dire de véritable échange de savoirs, de donner à voir ce que ce type de formation et d'immersion apporte à la communauté locale : quelle expérience celle-ci fait-elle de cette rencontre ? Quel enrichissement peut-elle trouver dans une rencontre avec un autre savoir, « scientifique » ?

6. La chaîne de valeurs de la production d'un bien permet d'analyser les activités des différentes étapes de la production et les bénéfices réalisés à chaque étape.

L'enjeu essentiel est de pouvoir mettre en place des leviers émancipateurs et d'empowerment de ces populations en travaillant sur les causes des injustices « testimoniales et herméneutiques » mentionnées plus haut. Et ceci, d'autant que ces étudiant-e-s sont déjà des professionnel-le-s qui peuvent être amené-e-s à interférer, de manière plus ou moins proximale ou distale, avec ces communautés locales, soit directement, soit comme intermédiaires entre communautés locales et institutions, administrations ou bailleurs de fonds.

L'exemple d'expériences faites dans les pays du Sud, auxquelles la FUCID est particulièrement attentive en tant qu'ONG de coopération internationale, doit nourrir ses activités chez nous, au Nord, et plus spécifiquement en région namuroise. L'idée de favoriser l'échange de savoirs et d'expérience entre communauté universitaire et différentes populations ancrées dans le namurois et au Sud n'est bien sûr pas neuve : nos activités vont dans ce sens. De plus, des projets de cours de type « service-learning », dont l'objectif est précisément de proposer aux étudiants des « stages » d'immersion et des rencontres avec des associations ouvrant dans le champ de l'Education Permanente, ont été lancés à l'université de Namur en partenariat avec la FUCID. Il nous faudrait maintenant avancer dans la mise en œuvre de véritables échanges de savoir bilatéraux, avec l'objectif de contribuer au renforcement de l'engagement citoyen des étudiants ainsi qu'à l'empowerment des publics namurois concernés par ces échanges.